

**AVENANT N°~~51~~ PORTANT MODIFICATIONS DE L'ACCORD  
PREVOYANCE DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE  
DES MISSIONS LOCALES ET PAIO DU 21 FEVRIER 2001**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

➤ **Organisation(s) Patronale(s)**

- L'UNML : Union Nationale des Missions Locales et PAIO et des Organismes d'Insertion Sociale et Professionnelle

D'une part,

Et

➤ **Les organisations syndicales de salariés**

- **CFDT**
  - Fédération PSTE : Fédération de la Protection Sociale du Travail et de l'Emploi
  - SYNAMI : Syndicat National des Métiers de l'Insertion
- **CFE/CGC**
  - FFASS : Fédération Française Santé et Action Sociale
- **CFTC**
  - Fédération PSE : Fédération de la protection Sociale et de l'Emploi
- **CGT**
  - FNPOS : Fédération Nationale des Personnels des Organismes Sociaux
- **CGT/FO**
  - FNAS : Fédération Nationale de l'Action Sociale

D'autre part,

NR SK FB  
CP PE

### **Préambule :**

L'appel à concurrence mis en œuvre conformément à la procédure définie par le décret n°2015-13 du 8 janvier 2015, a permis le choix par les partenaires sociaux de Humanis Prévoyance et l'OCIRP en tant qu'organismes assureurs recommandés. L'Accord prévoyance de la Convention Collective Nationale des Missions Locales et PAIO du 21 février 2001 est modifié en conséquence. Il est également convenu de réviser les cotisations.

### **ARTICLE 1 : Gestion du régime**

L'article IV-2-12 du Titre IV de l'Accord intitulé « Gestion du régime » est désormais intitulé « Recommandation de mise en œuvre du régime » et est rédigé comme suit :

« Afin de favoriser la mutualisation du risque dans la branche professionnelle des missions locales et PAIO, les partenaires sociaux conviennent de recommander comme organismes assureurs du régime de prévoyance : Humanis Prévoyance, Institution de Prévoyance, et l'OCIRP, Union d'institutions de prévoyance, agréées, régies par les dispositions du livre IX du Code de la sécurité sociale dont le siège social est situé respectivement au 29, boulevard Edgar Quinet, 75014 Paris et au 17, rue de Marignan 75008 Paris.

Humanis Prévoyance est assureur des risques maintien de salaire, incapacité de travail, invalidité et capitaux décès. L'OCIRP est l'organisme assureur désigné pour la couverture des garanties rente de conjoint et d'éducation. Humanis Prévoyance reçoit délégation de la part de l'OCIRP pour appeler les cotisations et régler les prestations.

Les partenaires sociaux signent avec Humanis Prévoyance un contrat d'assurance dont l'objet est de formaliser les engagements réciproques des organismes assureurs et des partenaires sociaux concernant le régime de prévoyance des organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel. Les parties ont la possibilité de remettre en cause le contrat d'assurance souscrit avec les organismes assureurs avant le 31 décembre de chaque année sous réserve d'un respect d'un préavis de deux mois avant l'échéance.

Une notice d'information reprenant l'ensemble des garanties du régime de prévoyance conventionnel, les conditions et modalités de liquidation des prestations, sera adressée à chaque entreprise adhérente, qui devra en remettre un exemplaire à chaque salarié. »

Eu égard aux dispositions qui précèdent, les mentions d'assureurs GNP et OCIRP de l'article IV-2-1 sont supprimées.

Un protocole technique et financier sera annexé au contrat d'assurance.

### **ARTICLE 2 : Réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation**

Les termes « organismes désignés » mentionnés à l'article IV-2-15 de l'accord et intitulé « Réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation » sont remplacés par « organismes recommandés ». De même, les termes « en cas de dénonciation de la désignation sont remplacés par » « en cas de dénonciation de la recommandation »

### **ARTICLE 3 : Fonds de solidarité de la Branche**

Les partenaires sociaux de la branche des Personnels des missions locales et PAIO ont convenu de créer un fonds de solidarité. A cette fin, il est ajouté un article IV-2-16 rédigé comme suit :

NR SK FB  
P.T  
OP

## IV-2-16 : Degré élevé de solidarité du régime prévoyance

### IV-2-16-1° - Fonds de solidarité

Le présent accord présente un degré élevé de solidarité au sens de l'article L.912-1 du Code de la Sécurité sociale et comprend, à ce titre, des prestations à caractère non directement contributif.

La part de cotisation affectée au financement d'actions de solidarité spécifiques est fixée à 2% sur les cotisations versées par les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord.

Ce financement incombe donc également aux entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, et ayant choisi de souscrire un contrat auprès d'un organisme assureur autre que ceux recommandés. Ces entreprises verseront cette part des cotisations à leur organisme.

Cette contribution doit permettre à l'ensemble des entreprises et des salariés de la branche de bénéficier d'un fond de solidarité. Ce fond garantit la mise en œuvre des actions de solidarité spécifiques définies par l'article IV-2-16-2° du présent accord pour l'ensemble des salariés et entreprises relevant de la convention collective des missions locales et PAIO.

Un règlement est établi entre l'organisme recommandé et les partenaires sociaux de la branche afin de permettre la mise en œuvre du point IV de l'article L.912-1 du code de la Sécurité sociale.

### IV-2-16-2°- Actions de solidarité spécifiques

La solidarité mise en œuvre par le régime professionnel de prévoyance sera déterminé ultérieurement par avenant et comportera notamment une action collective de prévention sur les risques psychosociaux au sein de la branche professionnelle.

## ARTICLE 4 : Taux de cotisations

L'article IV-2-10 est modifié comme suit :

### TAUX D'APPEL AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016 :

#### Garantie Maintien de salaire :

|                     | Cotisation globale                     |       | Cotisation à la charge des salariés |       |                           |       | Cotisation à la charge des employeurs |       |                           |       |
|---------------------|--|-------|-------------------------------------|-------|---------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------|-------|
|                     | Maintien de salaire non cadre et cadre |       | Maintien de salaire non cadre       |       | Maintien de salaire cadre |       | Maintien de salaire non cadre         |       | Maintien de salaire cadre |       |
|                     | TA                                     | TB/TC | TA                                  | TB/TC | TA                        | TB/TC | TA                                    | TB/TC | TA                        | TB/TC |
| Maintien de salaire | 0,56%                                  | 1,28% |                                     |       |                           |       | 0,56%                                 | 1,28% | 0,56%                     | 1,28% |

NR  
FB  
SK  
CP  
P.T

**Garanties Prévoyance :**

|                         | Cotisation globale   |              |                  |              | Cotisation à la charge des salariés |              |                  |              | Cotisation à la charge des employeurs |              |                  |              |
|-------------------------|----------------------|--------------|------------------|--------------|-------------------------------------|--------------|------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|------------------|--------------|
|                         | Prévoyance non cadre |              | Prévoyance cadre |              | Prévoyance non cadre                |              | Prévoyance cadre |              | Prévoyance non cadre                  |              | Prévoyance cadre |              |
|                         | TA                   | TB/TC        | TA               | TB/TC        | TA                                  | TB/TC        | TA               | TB/TC        | TA                                    | TB/TC        | TA               | TB/TC        |
| Décès                   | 0,39%                | 0,39%        | 0,39%            | 0,39%        | 0,02%                               | 0,02%        | /                | 0,02%        | 0,37%                                 | 0,37%        | 0,39%            | 0,37%        |
| Rente éducation OCIRP   | 0,17%                | 0,17%        | 0,17%            | 0,17%        | 0,01%                               | 0,01%        | /                | 0,00%        | 0,16%                                 | 0,16%        | 0,17%            | 0,17%        |
| Rente de conjoint OCIRP | 0,12%                | 0,12%        | 0,12%            | 0,12%        | 0,01%                               | 0,01%        | /                | 0,00%        | 0,11%                                 | 0,11%        | 0,12%            | 0,12%        |
| Incapacité de travail   | 0,84%                | 1,27%        | 0,97%            | 1,27%        | 0,84%                               | 1,27%        | /                | 1,27%        | 0,00%                                 | 0,00%        | 0,97%            | 0,00%        |
| Invalidité              | 0,84%                | 1,25%        | 0,71%            | 1,25%        | 0,01%                               | 0,00%        | /                | 0,00%        | 0,83%                                 | 1,25%        | 0,71%            | 1,25%        |
| <b>TOTAL</b>            | <b>2,36%</b>         | <b>3,20%</b> | <b>2,36%</b>     | <b>3,20%</b> | <b>0,89%</b>                        | <b>1,31%</b> | <b>/</b>         | <b>1,29%</b> | <b>1,47%</b>                          | <b>1,89%</b> | <b>2,36%</b>     | <b>1,91%</b> |

Le taux d'appel pourra être révisé en fonction des résultats du régime de prévoyance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les taux appelés seraient adaptés en fonction des résultats constatés après accord avec la Commission Paritaire et ne pourraient en aucun cas dépasser les taux contractuels ci-dessous. Les taux contractuels alors définis seraient maintenus 3 ans.

**TAUX CONTRACTUELS :**

**Garantie Maintien de salaire :**

| Cotisation globale                     |       | Cotisation à la charge des salariés |       |                           |       | Cotisation à la charge des employeurs |       |                           |       |
|--|-------|-------------------------------------|-------|---------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------|-------|
| Maintien de salaire non cadre et cadre |       | Maintien de salaire non cadre       |       | Maintien de salaire cadre |       | Maintien de salaire non cadre         |       | Maintien de salaire cadre |       |
| TA                                     | TB/TC | TA                                  | TB/TC | TA                        | TB/TC | TA                                    | TB/TC | TA                        | TB/TC |
| 0,70%                                  | 1,61% |                                     |       |                           |       | 0,70%                                 | 1,61% | 0,70%                     | 1,61% |

**Garanties Prévoyance :**

|              | Cotisation globale   |              |                  |              |
|--------------|----------------------|--------------|------------------|--------------|
|              | Prévoyance non cadre |              | Prévoyance cadre |              |
|              | TA                   | TB/TC        | TA               | TB/TC        |
| <b>TOTAL</b> | <b>2,97%</b>         | <b>4,02%</b> | <b>2,97%</b>     | <b>4,02%</b> |

La répartition des taux de cotisations entre employeurs et salariés sera précisée ultérieurement par voie d'avenant.

FB  
SK  
NRPT  
CP

**ARTICLE 5 : Formalités administratives**

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2016.



Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Le présent accord sera, conformément aux articles L.2231-6 et D.2231-2 et suivants du Code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L.2261-24 et suivants du Code du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 17-12 2015



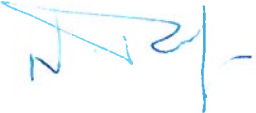
En 15 exemplaires originaux,

**Signataires :**

|  |   |
|--|---|
| <p><b>UNML</b><br/>Union Nationale des Missions Locales et PAIO<br/>et Organismes d'Insertion Sociale et<br/>Professionnelle<br/>Le président,<br/><b>Jean-Patrick GILLE</b></p>  | <p><b>CFDT</b><br/>Fédération PSTE : Fédération de la Protection<br/>Sociale du Travail et de l'Emploi<br/><b>Martial GARCIA</b></p> <p><b>SYNAMI: Syndicat National des Métiers de<br/>l'Insertion</b><br/><b>Jean-Michel MOUROUVIN</b></p>  <p>C. PLOUARD</p> |
|--|---|

FB

NR  
8

|   |   |
|---|---|
| <p style="text-align: center;"><b>CGT</b></p> <p>FNPOS : Fédération Nationale des Personnels<br/>des Organismes Sociaux</p> <p style="text-align: center;"><b>Jean-Philippe REVEL</b></p> <p>PO<br/> <br/> P. TOURANGEAU</p> | <p style="text-align: center;"><b>CFTC</b></p> <p>Fédération PSE : Fédération de la Protection<br/>Sociale et de l'Emploi</p> <p style="text-align: center;"><b>Houria KHATIR</b></p> <p>PO<br/> </p> |
| <p style="text-align: center;"><b>CFE - CGC</b></p> <p>FFASS : Fédération Française Santé et Action<br/>Sociale</p> <p style="text-align: center;"><b>Christine BEGUINOT</b></p> <p>P/O N. RAYNIER<br/> </p>               | <p style="text-align: center;"><b>CGT - FO</b></p> <p>FNAS : Fédération Nationale de l'Action Sociale</p> <p style="text-align: center;"><b>Corinne PETTE</b></p>   |

SK  
PO